

La Révolution algérienne

(Suite de la première page)

Et cela se traduit aussi dans ce conclave de ministres, d'ex-ministres et de futurs ministres des capitalismes européens que constitue l'organisme supérieur de la 2^e Internationale. Le texte voté récemment à Londres sauve encore la face de Guy Mollet, mais l'incite aussi à se dégager d'une politique qui soulève l'indignation des membres des grands partis socialistes à base ouvrière d'Europe.

A l'autre bout de la chaîne, quelle meilleure preuve de l'évolution générale de la situation que cette révolte de pauvres êtres contre les transfuges à la Bellounis qui les ont entraînés dans une pseudo armée nationale, financée sur le budget français?

Mais l'impérialisme français prolonge la guerre, poursuit sa répression et ses sévices. Les ultras crient toujours très fort.

S'il en est ainsi, c'est parce que les travailleurs de France n'interviennent pas dans la bataille.

Dans son dernier rapport au Comité central du P.C.F., Servin affirme que la petite bourgeoisie française est encore procolonialiste et qu'elle entraîne dans son sillage la frange la plus arriérée de la classe ouvrière. Une telle affirmation est partiellement vraie; mais toute demi-vérité est aussi un mensonge.

Il y a certes un fort courant procolonialiste dans la petite bourgeoisie et une partie de la classe ouvrière en est affectée. Mais, d'autre part, on doit aussi constater — ce que Servin a omis de faire — que la lutte la plus résolue à l'heure actuelle contre la guerre d'Algérie est menée par des courants petits bourgeois nullement négligeables. C'est au Quartier Latin et dans les Universités que le mouvement contre la guerre, les tortures, la répression a été le plus affirmé. Et s'il n'a pas été plus puissant, s'il ne va pas plus loin, ce n'est pas à cause de l'existence de couches arriérées de la classe ouvrière, mais de la politique des directions des grands partis ouvriers. Guy Mollet a chargé Lacoste de mener la « pacification »; Thorez a voté les pouvoirs spéciaux en mars 1956. Quand les rappelés arrêtaient les trains dans tout le pays, en avril et mai 1956, ce ne sont pas les petits bourgeois et les ouvriers arriérés qui ont laissé le mouvement s'épuiser, mais les dirigeants ouvriers qui ont trahi les intérêts du peuple algérien et ceux des travailleurs français.

Guy Mollet et Thorez ont aujourd'hui peur d'un « Dien-Bien-Phu algérien ». Dien-Bien-Phu fut une victoire des masses vietnamiennes. Ça aurait pu être aussi une victoire des travailleurs français si Thorez n'avait pas, à l'époque, soutenu Mendès-France, lequel d'ailleurs fut le premier à engager la lutte contre le peuple algérien. Les travailleurs de France n'ont pas à avoir peur d'un « Dien-Bien-Phu ». La défaite de leur propre bourgeoisie doit être pour eux l'occasion de mener la lutte pour renverser le régime capitaliste.

Jusqu'à présent les travailleurs de France sont les seuls qui soient silencieux dans l'affaire algérienne. Il est temps qu'ils fassent leur devoir, qu'ils interviennent aux côtés du peuple algérien. Contre la répression infâme, contre les tortures, contre la guerre d'Algérie, il faut mettre un terme à la torpeur, à la passivité produites par les trahisons des dirigeants socialistes et communistes.

Pas de soutien...

(Suite de la première page)

rebellent contre lui, ils devront accepter bien d'autres restrictions que celles de viande, de vin ou d'essence. Ils verront s'accroître la dégradation de leur pouvoir d'achat, ils verront s'avancer la menace du chômage; leurs libertés leur seront sans cesse contestées et supprimées par les gouvernements de la bourgeoisie.

Jamais aussi clairement que maintenant il n'est apparu que pour maintenir dans les chaînes les peuples coloniaux qui les rejettent, le capitalisme doit aussi enchaîner les travailleurs français eux-mêmes.

La situation sur ce point est si claire, que même Guy Mollet recule maintenant devant la participation à un gouvernement capitaliste dont la tâche sera plus que jamais de faire payer aux travailleurs la décrépitude accrue du régime. Il craint que dans cette aventure le Parti socialiste ne perde ses appuis dans la classe ouvrière.

Les travailleurs socialistes seront-ils plus satisfaits de voir leur parti soutenir le gouvernement capitaliste qui poursuit la guerre en Algérie que de les voir participer eux-mêmes à la direction de celle-ci? Un de leurs députés, Daniel Mayer vient de donner sa démission au Président de l'Assemblée car, dit-il, en tant que Président de la Ligue des Droits de l'Homme il ne peut concilier les exigences de « certains scrutins » avec les « impératifs de sa nouvelle fonction ». Les travailleurs socialistes admettront-ils que tous leurs autres députés continuent, eux, à concilier leurs votes pour la poursuite de la guerre d'Algérie avec les impératifs de leur qualité de représentants de travailleurs?

Les travailleurs communistes, socialistes, syndiqués ou non organisés, continueront-ils à assister passivement à la mise en place de nouveaux candidats bourgeois dont la tâche sera de les réduire de plus en plus à la misère et à l'esclavage?

Les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. des cheminots de Paris-Sud-Ouest font actuellement circuler une pétition réclamant « un gouvernement qui dirige les affaires du pays, non contre les travailleurs, mais pour eux et avec eux ».

Ce gouvernement ce n'est certes pas un gouvernement Plevin ou autre candidat bourgeois, soutenu par les socialistes. Ce ne peut être non plus un gouvernement « de gauche » tel que celui préconisé par le Parti Communiste Français, avec Mendès-France ou autre Mitterrand. Ni Mendès-France ni Mitterrand ne sont disposés à diriger les affaires du pays pour les travailleurs et avec eux. Ce qu'ils veulent c'est sauver la bourgeoisie d'un mauvais pas, lui éviter de nouveaux Dien-Bien-Phu pour qu'elle puisse continuer à imposer sa loi aux travailleurs.

Un gouvernement qui dirige les affaires du pays pour les travailleurs et avec eux, ce ne peut être qu'un gouvernement composé par les représentants des partis pour lesquels 9 millions de travailleurs ont voté en 1956 et pour lesquels ils continuent de voter maintenant, les Partis communiste et socialiste. Pour imposer un tel gouvernement il faut plus que des pétitions. Il faut que par la puissance de leurs mouvements unis

Contre la Guerre d'Algérie,

Contre les mesures anti-ouvrières en préparation,

Contre les agissements des groupes fascistes,

Pour leurs revendications,

tous les travailleurs de ce pays imposent au Parti socialiste la fin de tout soutien à un gouvernement bourgeois. Qu'ils expriment clairement au Parti communiste qu'ils ne veulent pas d'un nouveau tripartisme ou d'un soutien à un gouvernement bourgeois pendant lequel, comme en 1945-47, on arrêtera leurs mouvements (ainsi que vient encore de le promettre Marcel Servin à l'avant-dernier Comité Central du P.C.F.). Il faut que dans un tel mouvement uni ils constituent leurs comités de base, dans les usines et dans les quartiers, pour opposer leur force à celle de la bourgeoisie, pour imposer un gouvernement communiste-socialiste dirigeant pour eux et avec eux, c'est-à-dire en s'appuyant sur leurs Comités élus et leurs syndicats.

Le 6 Mai 1958.